



Politiques environnementales

L'opinion des Canadiens et des Américains au sujet des changements climatiques: un écart important?

Érick Lachapelle

Professeur adjoint, Département de science politique, Université de Montréal;
Chercheur au CÉRIUM et membre de la CÉPÉA

Simon Guertin-Armstrong

Candidat au doctorat, Département de science politique, Université de Montréal;
Chercheur étudiant à la CÉPÉA

Louis Beaumier

Chercheur à l'Institut de l'énergie Trottier
École polytechnique, Montréal

Pierre Martin

Professeur titulaire, Département de science politique, Université de Montréal;
Chercheur au CÉRIUM et directeur de la CÉPÉA

Richard Nadeau

Professeur titulaire, Département de science politique, Université de Montréal;
Chercheur au CÉRIUM et membre de la CÉPÉA

Lors de leur rencontre au sommet à Washington, le premier ministre Justin Trudeau et le président Barack Obama ont mis l'accent entre autres sur la coordination des politiques canado-américaines en matière de lutte aux changements climatiques. Pour faire avancer ces dossiers, les deux dirigeants auront besoin de l'appui de leurs citoyens. Mais quel est l'état actuel de l'opinion publique dans les deux pays au sujet des changements climatiques et des politiques à mettre en

Canadian and American Public Opinion and Climate Change: How Wide a Gap?

Résumé français : p. 5

Summary: This note presents results from polls conducted in Canada and the United States on issues pertaining to climate change. In Canada, we are using the most recent Canadian Survey on Energy and the Environment (previously National Survey of Canadian Public Opinion on Climate Change). For the US, the data were generated by the National Survey on Energy and the Environment (NSEE). Conducted in September of 2015, these polls submitted a set of identical questions to representative samples of the population in each of the two countries. The data suggest that strong majorities of Canadians and Americans believe that global warming is real. They also show, however, that knowledge of issues pertaining to climate change tends to be limited, and that a substantial part of the public in both countries does not adhere to the scientific consensus on the human origins of climate change. We also note that inasmuch as transition toward renewable or low-carbon energy sources would involve costs, the public in both countries exhibits a limited willingness to pay.

œuvre pour les combattre? C'est la question que nous abordons dans cette brève note.

La rencontre bilatérale de Washington a fait suite à une année particulièrement riche en développements dans le domaine des politi-

La Chaire d'études politiques et économiques américaines (CÉPÉA) est affiliée au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) et bénéficie de l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec.

La série « Notes & Analyses » publie des notes de synthèse ou des analyses plus approfondies, en français ou en anglais, produites dans le cadre des activités de la CÉPÉA. Pour recevoir ces textes au moment de leur parution et des informations sur nos activités, inscrivez-vous à notre liste d'envoi en écrivant à : cepea@umontreal.ca.

La responsabilité éditoriale de la série est partagée par l'équipe des chercheurs de la CÉPÉA. Le contenu des textes de cette série n'engage que leurs auteurs. © CÉPÉA 2016

ques climatiques. En août 2015, le président américain a dévoilé la version finale de la réglementation Clean Power Plan (CPP) de l'agence fédérale américaine de protection de l'environnement (*Environmental Protection Agency*). Cette nouvelle réglementation vise à limiter pour chaque État la quantité de CO₂ émise pour la production d'électricité. Suite à l'annonce de cette politique, on a assisté à l'engagement du président chinois Xi Jinping à réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre (GES) de son pays, prononcé à la Maison-Blanche en septembre 2015. Le même jour, le pape François prononçait une allocution historique devant le Congrès américain, qui, entre autres sujets, portait sur la responsabilité morale qu'ont les Américains de s'attaquer au problème climatique. En contraste frappant avec les deux plus grands émetteurs de GES, le gouvernement fédéral canadien, alors dirigé par le conservateur Stephen Harper, est demeuré muet au sujet de la réduction des émissions pendant cette période.

Suite à l'élection du gouvernement libéral de Justin Trudeau le 19 octobre 2015, le gouvernement canadien a affirmé sa volonté de participer activement aux efforts internationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Canada a entre autres accepté de signer l'entente globale conclue lors de la 21^e Conférence des parties de la

convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), tenue à Paris en décembre 2015. Malgré des différences marquées entre les approches du gouvernement Harper et du président Obama, des terrains d'entente sur la réduction des GES et l'adaptation aux changements climatiques (CC) se précisent depuis l'arrivée en poste du gouvernement libéral.

Afin d'évaluer les perspectives de succès de la coopération entre les deux pays dans ce domaine, il importe de connaître l'état de l'opinion publique au sujet des changements climatiques au Canada et aux États-Unis. Cette note présente des résultats de deux importants sondages menés en parallèle dans les deux pays. Au Canada, nos données sont tirées du plus récent *Canadian Survey on Energy and the Environment* (CSEE, Lachapelle et al. 2015) et aux États-Unis, nous rapportons les résultats du *National Survey on Energy and the Environment* (NSEE). Réalisés au mois de septembre 2015, ces deux sondages ont soumis les mêmes questions à des échantillons représentatifs des populations du Canada et des États-Unis. Les données suggèrent que de fortes majorités de Canadiens et d'Américains croient à l'existence d'un réchauffement mondial. Toutefois, elles montrent aussi que les connaissances à ce sujet varient beaucoup, ainsi que la disposition du public à payer pour être approvisionné en énergie renouvelable.¹

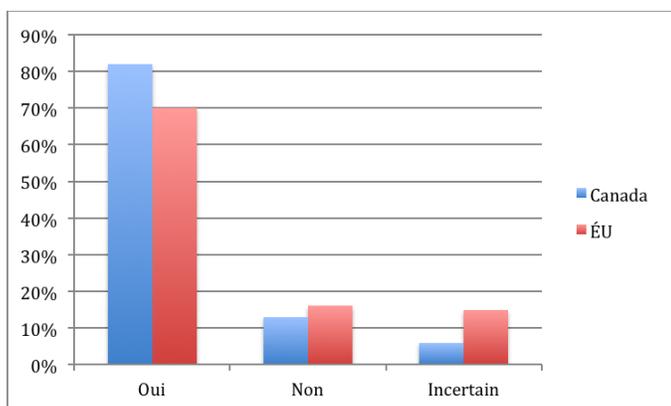
Les perceptions

Les sondages comparatifs antérieurs soulignent l'existence d'un écart substantiel entre les perceptions canadiennes et

¹ Les résultats canadiens sont présentés en détail dans un rapport préparé par les auteurs de cette note (avec Miguel Anjos) et publié en octobre 2015 par l'Institut de l'énergie Trottier : « Peu m'en chaut? Le paradoxe de l'opinion publique et de la politique sur les changements climatiques au Canada : Vers un nouveau programme de recherche ». www.polymtl.ca/iet/doc/Feeling-the-Heat_fr_20151203.pdf

américaines du phénomène climatique : les Canadiens sont près de 20 % plus enclins que les Américains à reconnaître qu'il existe des « preuves solides » que la température moyenne mondiale est à la hausse (Lachapelle et al. 2012; Lachapelle et al. 2014). Le sondage de 2015 montre toutefois que cet écart semble se combler, puisque des majorités fortes affirment maintenant qu'il y a des preuves solides du réchauffement climatique, au Canada (82 %) comme aux États-Unis (70 %) (figure 1).

Figure 1: Perceptions du réchauffement climatique au Canada et aux États-Unis



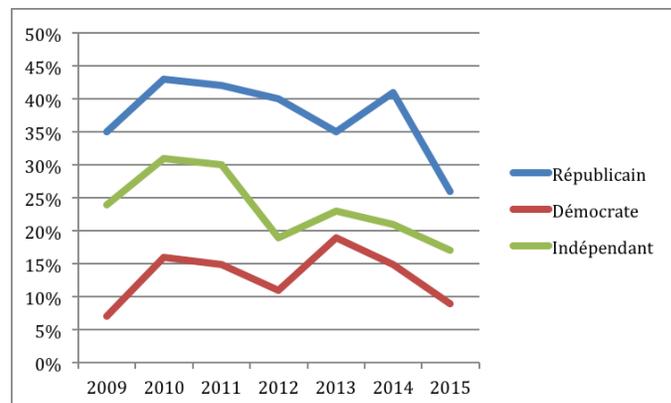
« D'après ce que vous avez lu et entendu, existe-t-il des preuves solides que la température moyenne de la planète s'est réchauffée au cours des quatre dernières décennies? »

Si l'écart de perception entre les Canadiens et les Américains quant à la réalité des changements climatiques semble se combler, il faut garder à l'esprit que les résultats agrégés au niveau national sont susceptibles de cacher des différences importantes entre divers segments de la population. On remarque toutefois que par rapport aux années précédentes, tous les membres du public américain – incluant ceux qui se désignent comme des Républicains ou des indépendants – sont aujourd'hui moins susceptibles d'être sceptiques quant à l'existence du réchauffement climatique (figure 2).

Au Canada, le scepticisme à l'égard des changements climatiques a diminué pour toutes les catégories de partisans – incluant

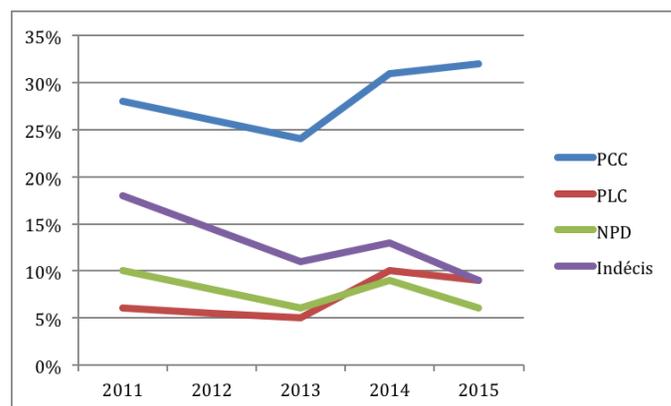
les électeurs indécis – à l'exception notable des partisans conservateurs (figure 3). En 2015, ceux-ci n'ont pas semblé suivre la dynamique générale de diminution du scepticisme.

Figure 2: Scepticisme des Américains quant à l'existence du réchauffement climatique, par parti politique



Pourcentage des répondants américains qui ont répondu « non » à la question : « D'après ce que vous avez lu et entendu, existe-t-il des preuves solides que la température moyenne de la planète s'est réchauffée au cours des quatre dernières décennies? »

Figure 3: Scepticisme des Canadiens quant à l'existence du réchauffement climatique, par parti politique



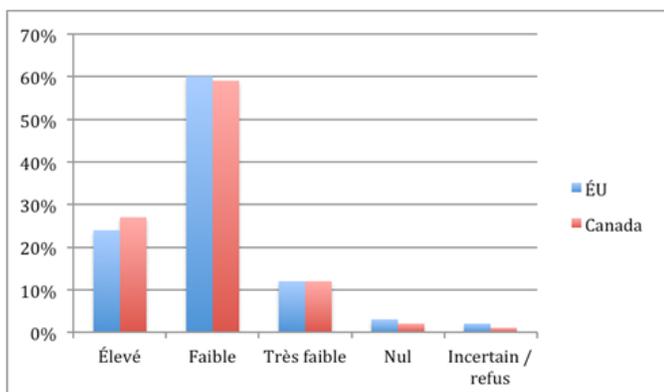
Pourcentage des répondants canadiens qui ont répondu « non » à la question : « D'après ce que vous avez lu et entendu, existe-t-il des preuves solides que la température moyenne de la planète s'est réchauffée au cours des quatre dernières décennies? »

Les connaissances

Lorsque nos questions de sondage portent sur la compréhension du réchauffement climatique, seul un citoyen sur cinq répond qu'il en sait « beaucoup », au Canada comme aux États-Unis. Une majorité de répondants (3 sur 5) dans les deux pays dit en connaître « un peu » (figure 4). Les Canadiens sont toutefois plus susceptibles (38 %) que les Américains (25 %) de répondre qu'ils font fortement confiance aux scientifiques spécialistes du climat (figure 5).

Malgré les majorités de Canadiens (85 %) et d'Américains (69 %) qui disent faire plutôt ou fortement confiance aux scientifiques, les perceptions du public des deux pays sont en porte-à-faux par rapport au consensus scientifique quant au rôle de l'activité humaine dans le réchauffement du climat (IPCC 2013). Cet écart est illustré à la figure 4.

Figure 4 : Évaluation subjective des connaissances

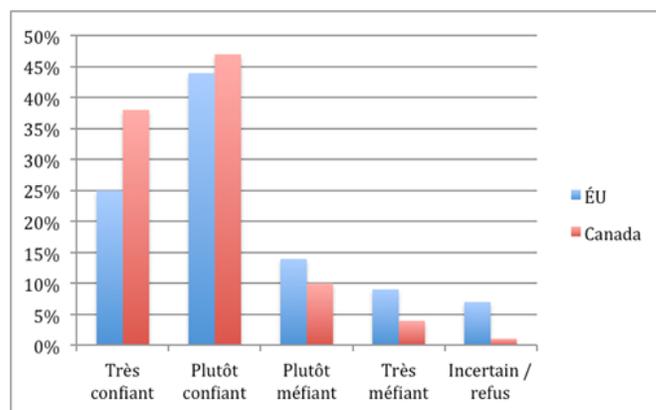


« Quel est votre niveau de connaissance sur le réchauffement climatique? Connaissez-vous beaucoup, un peu, très peu ou rien du tout sur la question du réchauffement climatique? »

Parmi les 82 % des Canadiens qui perçoivent des preuves solides des changements climatiques, seuls 60 % attribuent principalement le réchauffement à l'activité humaine. Il n'y a donc environ que la moitié des Canadiens qui croient à l'existence des changements climatiques et qui sont convaincus de leur origine anthropogénique (figure 6).

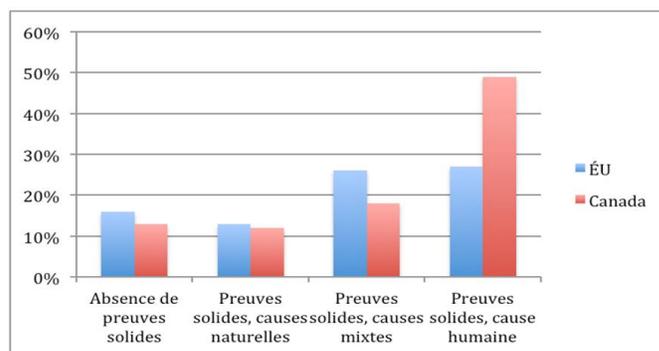
Aux États-Unis, les perceptions des causes du réchauffement sont encore plus ambiguës, puisque seul un tiers des Américains croit à l'existence des changements climatiques et à leur origine principalement anthropogénique.

Figure 5 : Confiance accordée aux scientifiques spécialistes du climat



« Dans quelle mesure faites-vous confiance aux scientifiques en tant que source d'information crédible sur le réchauffement climatique? Êtes-vous fortement confiant, plutôt confiant, plutôt méfiant ou fortement méfiant envers les scientifiques en tant que source d'information sur le réchauffement climatique? »

Figure 6 : Perception des causes des changements climatiques

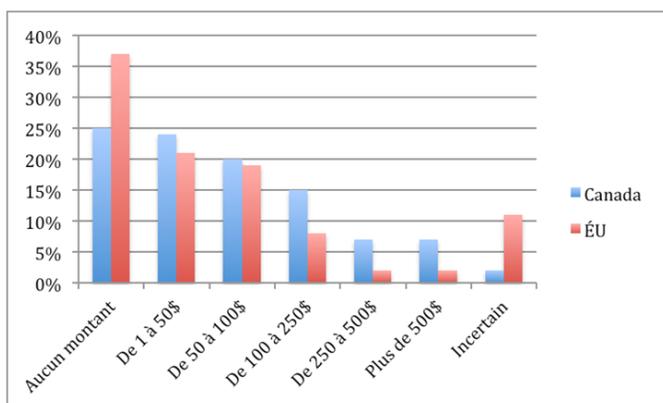


« D'après ce que vous avez lu et entendu, existe-t-il des preuves solides que la température moyenne de la planète s'est réchauffée au cours des quatre dernières décennies? » ET « Est-ce que la Terre se réchauffe surtout à cause de l'activité humaine, par exemple par l'utilisation de combustibles fossiles, ou est-ce surtout en raison de variations naturelles dans l'environnement? »

Réduction des GES

Puisque des segments importants des publics canadien et américain ne croient pas que les changements climatiques sont causés par les humains, on peut s'attendre à ce qu'ils ne soient pas en faveur de politiques qui exigent un changement de comportement pour réduire les GES et qui demandent d'investir des ressources maintenant pour un bénéfice espéré futur. Lorsqu'on leur demande combien ils seraient prêts à déboursier pour augmenter la production d'énergies renouvelables, bon nombre de répondants canadiens (1 sur 4) et américains (1 sur 3) disent qu'ils ne sont pas prêts à payer. Parmi ceux qui sont disposés à payer, la majorité (près de 40% du total) est prête à payer de 1 \$ à 100 \$ supplémentaires par année, soit bien en deçà que ce qui est requis pour financer une transition réaliste vers les énergies renouvelables. Des proportions plus faibles de répondants sont prêtes à payer plus de 100 \$ supplémentaires pour stimuler la production d'énergies renouvelables; parmi ceux-ci, les Canadiens sont un peu plus nombreux que les Américains (figure 7).

Figure 7 : Disposition à payer pour le développement des énergies renouvelables



« Si vous deviez payer un montant supplémentaire chaque année pour que davantage d'énergie renouvelable soit produite, combien seriez-vous disposé à payer? »

Conclusion

Ce rapport synthétise les ressemblances et les disparités des attitudes des Canadiens et des Américains à l'égard des changements climatiques. Si on peut affirmer que l'écart de perception quant à l'existence du réchauffement s'est amenuisé en 2015, le niveau de connaissances relatives à ce phénomène demeure faible dans les deux pays. En effet, les répondants du Canada et des États-Unis entretiennent des croyances qui sont plus ou moins en porte-à-faux avec le consensus scientifique. On observe par ailleurs un écart important entre les coûts attendus de la transition énergétique et la disposition à payer du public. Ces dynamiques seront analysées en profondeur dans une série de rapports de recherche qui seront diffusés au cours des prochains mois par l'Institut de l'énergie Trottier et le Centre for Local, State and Urban Policy de la University of Michigan.

L'opinion publique canadienne sur les changements climatiques et les politiques de contrôle des émissions de gaz à effet de serre

Résumé: Cette note présente les résultats de sondages menés en parallèle au Canada et aux États-Unis sur les enjeux des changements climatiques. Nos données canadiennes sont tirées du plus récent Canadian Survey on Energy and the Environment (CSEE, anciennement National Survey of Canadian Public Opinion on Climate Change). Pour les États-Unis, nous rapportons les résultats du National Survey on Energy and the Environment (NSEE). Réalisés au mois de septembre 2015, ces sondages ont soumis les mêmes questions à des échantillons représentatifs des deux populations. Les données suggèrent que de fortes majorités de Canadiens et d'Américains croient à l'existence d'un réchauffement mondial. Toutefois, elles montrent aussi que les connaissances au sujet des changements climatiques sont limitées et qu'une bonne partie de l'opinion dans les deux pays n'adhère pas au consensus scientifique sur les origines humaines des changements climatiques. Nous notons aussi que dans la mesure où la transition vers des énergies renouvelables représenterait un coût pour les publics des deux pays, ceux-ci font preuve d'une volonté limitée de payer.

Méthodologie

Les sondages utilisés pour cette étude ont été conçus par Chris Borick (Muhlenberg College), Barry Rabe (University of Michigan), Erick Lachapelle (Université de Montréal) et Sarah Mills (University of Michigan).

Le sondage américain a été mené auprès d'un échantillon représentatif de 911 Américains âgés de 18 ans et plus. Tous les entretiens ont été réalisés en langue anglaise, du 2 au 24 septembre 2015. Les appels ont été effectués à partir d'annuaires de téléphones fixes (353 entretiens réalisés) et mobiles (558 entretiens réalisés). Jusqu'à dix appels ont été effectués pour tenter de rejoindre les répondants. Le taux de réponse RR3 de l'AAPOR est de 12 % dans l'ensemble. La marge d'erreur d'échantillonnage pour l'échantillon complet est de plus ou moins 3,5 %, 19 fois sur 20. Les données ont été pondérées quant au genre, à l'âge, à la race, au revenu et au niveau de scolarité.

Le sondage canadien a été mené auprès d'un échantillon représentatif de 1014 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Les entretiens ont été réalisés soit en français ou en anglais, au choix des répondants, du 1^{er} au 15 septembre 2015. Les appels ont été effectués à partir d'annuaires de téléphones fixes (601 entretiens réalisés) et mobiles (413 entretiens réalisés). Jusqu'à sept appels ont été effectués pour tenter de rejoindre les répondants. Le taux de réponse RR3 de l'AAPOR est de 8 % dans l'ensemble. La marge d'erreur d'échantillonnage pour l'échantillon complet est de plus ou moins 3,1 %, 19 fois sur 20. Les données ont été pondérées quant au genre, à l'âge et à la région, de manière à refléter les paramètres du dernier recensement de Statistique Canada (2011).

Divulgence des sources de financement

Le NSEE (*National Survey on Energy and the Environment*) n'accepte pas de financement lié à la défense d'intérêts particuliers. Jusqu'à présent, les sondages NSEE ont été financés par les recettes générales du Center for Local,

State, and Urban Policy (CLOSUP) de la University of Michigan, ainsi que du Institute of Public Opinion du Muhlenberg College.

Le CSEE (*Canadian Survey on Energy and the Environment*) a été partiellement financé par l'Institut de l'énergie Trottier (IET), une création philanthropique de la Fondation familiale Trottier. L'IET est sis à Polytechnique Montréal.

La Chaire d'études politiques et économiques américaines bénéficie de l'appui financier du ministère des relations internationales et de la Francophonie du Québec.

Les auteurs n'ont reçu aucun honoraire ni aucune autre forme de revenu supplémentaire afin de réaliser ce sondage ou de rédiger de rapport.

Références

Lachapelle, Erick Christopher P. Borick et Barry Rabe. 2012. "Public Attitudes toward Climate Science and Climate Policy in Federal Systems: Canada and the United States Compared." *Review of Policy Research*. 29(3): 334-57.

Lachapelle, Erick, Christopher Borick et Barry Rabe. 2014. "Public Opinion on Climate Change and Support for Various Policy Instruments in Canada and the US." *Issues », Energy and Environmental Policy* 11 : 1-21. CLOSUP, University of Michigan (pp. 1-21).

Lachapelle, Erick, Richard Nadeau, Simon Guertin-Armstrong, Pierre Martin, Louis Beaumier et Miguel Anjos. 2015. « [Peu m'en chaut? Le paradoxe de l'opinion publique et de la politique sur les changements climatiques au Canada : Vers un nouveau programme de recherche](#) » Rapport préparé pour l'Institut Trottier sur l'énergie. Octobre 2015